



Le Huchoèr

N°15

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €

BRETAGNE...



POUBELLE NUCLÉAIRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE !

*OGM, une vaste supercherie / Bruderezh emit-hu ?
60 nouveaux missiles à l'île longue / Sans Papiers à Rennes
Expulsion de l'Ekluserie / Appel pour les assises de l'anticolonialisme*



Plateforme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société pluri-lingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération

collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va

forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive. Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individus/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

<http://www.cbil.lautre.net>



EDITO

PENNAD-STUR

Plijout a rafe deomp a-wezhoù tennañ ouzh kazetennoù all, ha kontañ deoc'h traoù plijus, degas deoc'h keleier eürus. Plijout a rafe deomp chom hep skragal, hep klemm. Pezh 'zo, gwall bell omp ouzh kazetennoù mod GALA. Ne vevomp ket kennebeut en ur bed dispar, ha bremañ, pep gwir zo miret strizh gant Walt Disney a fed kaozioù korriganez. Digarez neuze, n'eo ket echu sevel hor mouezh rak niverusoc'h-niverusañ emañ c'hoazh an darvoudoù direizh siwazh. Nemet ma divizomp treiñ kein d'ar stourm, ha degemer pezh a vez servijet deomp... ur gador-vrec'h, un tele 16/9 dirazi, evit loñkañ gwelloc'h c'hoazh o vruderezh evit ar surentez, pe c'hoazh evit ma debrfemp OGMoù, bezañ kevrannerien an nukleel... e-keit ma vez berniet ar re baourañ ac'hanomp 'ba toullou brein ar republik, pe vezont o vervel gant an naon, e-keit m'emaint o tistrujiñ hor huñvreoù, hor sevenadurioù, e-keit m'emaint o lardañ hag o vont da vezañ pinvidikoc'h pinvidikañ, ha divezh e c'houlennont c'hoazh diganeomp kaout o lodenn adarre da vare an dilennadegoù.

Ne vo ket gwall zisheñvel an niverenn-mañ m'eus aon evit tout an abegoù-se. Met, lenner kaer, lennerez gaer, ma ra poan dit ar bed-mañ, evel ma ra poan deomp.. deus davedomp evit ma stourmfemp asambles. Un arm eo ar c'hengred dirak ar prenndenn.

Parfois, on aimerait bien ressembler à d'autres journaux... vous raconter de belles histoires, n'avoir que des bonnes nouvelles à vous annoncer. On voudrait ne plus avoir à ronchonner, ne plus gémir, ne plus se plaindre... Mais voilà, on n'est pas GALA et nous ne vivons pas dans un monde merveilleux et les contes de fées sont maintenant tous copyrightés chez Walt Disney. Non, nous n'avons pas fini de nous révolter, et les occasions de se sentir en colère sont malheureusement de plus en plus nombreuses. A moins de renoncer, et d'accepter sans broncher l'avenir qu'on nous réserve : un fauteuil avec devant une télé 16/9ème pour mieux gober encore leur propagande sécuritaire, leurs pubs nous préparant à de futurs repas 100% OGM, un portefeuille avec des actions dans le nucléaire... pendant que des milliers de précaires viennent sans cesse grossir le nombre de taulards, d'affamés, pendants qu'ils rasant nos rêves et nous imposent leur culture, pendant qu'ils s'engraissent et s'enrichissent sous notre nez et redemandent du rabe à chaque élection.

Ce mois-ci, ce numéro du Huchoèr ne fera pas exception à la règle pour toutes ces raisons. Et si, lecteur, lectrice, ce monde te fait mal... Rejoins-nous dans la lutte. La solidarité est une arme contre la fatalité.

**Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est le journal trimestriel de la
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)**

ISSN : 1770-3506

Contact : huchoer@no-log.org

Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

OGM...

Une vaste supercherie

Pourtant (enfin en général) j'aime aller à la mer. Mais c'est pas parce que c'était un bateau bourré de saloperies qu'il fallait le faire accoster à Lorient ! Enfin bon, en ce vendredi 28 janvier nous débarquons au port de commerce de (cette magnifique ville de) Lorient pour un rassemblement anti-OGM. Une semaine précédent ce rassemblement une expédition maritime avait été menée en pleine mer, commandée par Greenpeace, les journalistes et les pêcheurs sannaïens. Le bateau de Greenpeace était peint en bleu et était peinture de la mer. On ne pouvait aller à la mer contre Golden Lion cargo battant pavillon maltais, venant d'Argentine avec un chargement de 32.000 tonnes de tourteau de soja transgénique (l'équivalent de 1.600 tonnes de viande destinée à l'alimentation humaine (l'équivalent de l'alimentation de 36.000.000 de poulets ou de 550.000 porcs).

La tentative d'abordage du cargo, au large du Portugal, avait échoué en raison d'une mer très forte. Mais le Golden Lion a quand même été escorté jusqu'à sa destination, le port de Lorient, où les deux bateaux arrivaient le 27 janvier au soir. En milieu de matinée du 28 janvier, environ mille cinq cent personnes, venues de toute la France, se réunissaient sur le quai de déchargement du port de commerce pour un rassemblement de protestation, à l'appel de Greenpeace, des Faucheurs Volontaires et de la Confédération Paysanne.

En ce qui concerne « la conf », superman à moustaches (José Bové) nous a placé une nouvelle désobéissance civile ! Sortez vos pinceaux et votre peinture bleue et devenez « Détective OGM » ! Votre mission (si vous l'acceptez) est simple, cherchez tout ce qui contient des OGM et peignez le en bleu. Même les humains...heuu, non ! pas encore... les vaches à la limite, mais en violet,

comme pour le chocolat ! Alors que les interlocuteurs ce succédaient à la tribune j'essayais d'estimer la valeur de ce bateau bourré d'OGM. Le bateau (un peu) + l'équipage (encore moins) + la cargaison d'OGM (?) = CRS (beaucoup) + hauts gradés (beaucoup) + CRS en civil (beaucoup) + journalistes (beaucoup). A vous de résoudre l'équation. Un indice pour vous aider, il y avait du piment dans les soutes qu'il n'avait pas eu plus de flics ! Pire, si on compare le salaire d'un des CRS et le salaire de l'équipage du Golden Lion (hors officiers) on a l'impression d'avoir une jolie surprise ! Greenpeace de son côté organisait un atelier de peinture dont le but était de peindre le bateau en bleu.



Profitant de l'absence (?) de CRS (?) de CRS, deux « CRS » anglais ont débarqué sur le bateau et ont déployé une jolie bannière anti-OGM (en anglais bien entendu). Délogés illico (sous les sifflets et les protestations), ils sont relâchés (très) rapidement. D'ailleurs on peut se demander comment avec si peu de soutien de la part de Greenpeace entre le bateau et le fourgon de CRS, ils s'en soient sortis aussi facilement ! ... Ha !...ils ont de bons avocats...c'est la pratique quand même.

Bon, reprenons notre sérieux. Pendant ce rassemblement, plusieurs problèmes ont été montrés du doigt. Mais avant de commencer, une petite définition. Un Organisme Génétiquement Modifié (OGM) est un organisme vivant créé artificiellement par l'homme au travers de la modification de l'identité génétique d'un organisme existant. Les techniques récentes du génie génétique permettent, en effet, aujourd'hui de prélever un ou plusieurs gènes sur un organisme (virus, bactérie, animal, plante, etc.) et de les insérer dans le patrimoine génétique d'un autre organisme. A l'heure actuelle, il n'existe aucune étude à long terme sur les risques sanitaires liés à la consommation d'OGM. Mais si l'influence des OGM sur notre santé n'a pas été démontrée à ce jour, des problèmes économique et de consommation ont eux, bien été identifiés. Cer-

tains juristes des grandes firmes productrices d'OGM proclament qu'il est criminel de s'opposer aux OGM car leur culture permettrait de contribuer à l'éradication de la faim dans le monde. Pourtant, actuellement, la planète produit suffisamment d'aliments pour tous ses habitants !

La culture de plantes transgéniques permet à ces grandes firmes de contrôler la production de notre alimentation grâce aux brevets pris sur les semences OGM. La société Monsanto, par exemple, détient aujourd'hui 90% du monopole sur les semences transgéniques cultivées dans le monde et n'hésite pas à traîner en justice tout agriculteur soupçonné de les utiliser "illégalement". En effet, on leur interdit de re-semer les semences récoltées. Cette interdiction représente une menace grave pour l'agro biodiversité et la sécurité alimentaire mondiale, parce que ce sont justement ces pratiques de réutilisation et d'échange de semences entre paysans qui ont permis le développement et la culture d'innombrables variétés de plantes alimentaires adaptées aux conditions locales. Le problème de la faim dans le monde est avant tout un problème de répartition des richesses et d'accès à l'alimentation. Prétendre que la planète ne pourra se nourrir qu'en généralisant l'agriculture industrielle des pays du Nord ou à la seule condition que les firmes agrochimiques soient autorisées à disséminer leurs OGM est une bêtise. Il faudrait au contraire permettre aux petits paysans du Sud, qui constituent les trois-quarts des mal nourris, de mettre en oeuvre des pratiques agricoles adaptées à leur milieu, viables sur le long terme, et qui ne les rendent pas dépendants des firmes agrochimiques.

Malgré l'augmentation de la production alimentaire de ces trente dernières années, malgré les engagements de la communauté internationale lors du premier Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, 800 millions de personnes dans le monde souffrent toujours de la faim. Les " solutions " mises en oeuvre jusqu'à présent pour mettre fin à cette situation ont surtout profité au secteur agro-industriel.

(Suite page 5)

Encourager l'agriculture durable suppose que chaque peuple soit libre de se protéger de l'influence des « pays du Nord » et libre de mettre en oeuvre l'agriculture de son choix. Depuis le 10 avril 2000, les fabricants ont obligation de faire figurer sur les emballages la mention "issu de maïs/soja génétiquement modifié" lorsque :

- les ingrédients de ces produits contiennent plus de 1% de maïs ou de soja génétiquement modifiés
- les additifs ou arômes de ces produits sont issus de maïs ou de soja génétiquement modifiés.

Aujourd'hui la très grande majorité des produits destinés à l'alimentation humaine n'est pas étiquetée. De plus à l'heure actuelle, il n'y a pas de réglementation sur l'étiquetage des produits destinés à l'alimentation animale et sur les produits issus de ces animaux. Ce qui signifie tout simplement que si vous achetez une cuisse de poulet ou un steak aujourd'hui, vous ne pouvez pas savoir si l'animal d'élevage a été nourri avec du soja ou du maïs transgénique. Ça m'a donné faim tout ce sérieux. Si on allait manger un kebab ... transgénique bien entendu.

Manu



T*i an dispac'h* existe depuis bientôt deux ans. C'est un collectif de la CBIL qui s'est donné pour but de monter et de faire fonctionner une ferme autogérée. Celle-ci comprend pour l'instant 6 habitant-e-s et produit du lait, du fromage, des œufs et des légumes, ainsi que bientôt, de la viande. Sur le terrain, un vallon de 3 hectares environ, il est également prévu d'exploiter le bois.

Ce terrain est détenu légalement par l'un des membres du collectif, mais il est non-constructible. Voilà pourquoi, alors que nous finissons les travaux de notre habitation, une maisonnette en bois et pierres, des gendarmes sont venus nous rendre visite à la suite d'une dénonciation anonyme. Cela nous a un peu étonné, car tous les voisins que nous avons croisés, et que nous avons pu connaître par la suite, semblaient bien disposés à notre égard. Les gendarmes se sont contentés de prendre des photos et d'auditionner le propriétaire du terrain. Quelques temps plus tard, le maire est venu nous voir. Il semblait animé des meilleures intentions : il venait nous proposer une régularisation. Si nous faisons une demande de permis de construire, il nous appuierait et donnerait un avis favorable. Ce qui était légal puisque, selon le code de l'urbanisme, « ...si [le conseil municipal] considère que l'intérêt de la commune, notamment pour éviter une diminution de la population, le justifie... ». Nous avons donc fait la demande.

Un an a passé, un an durant lequel de nouveaux-velles participant-es au projet sont arrivés, où de nouveaux petits bâtiments ont vu le jour, où le jardin et le troupeau ont grandi (un peu)... Nous avons alors reçu une notification de refus de permis de construire assortie d'un avis défavorable du maire. Calmement, malgré un énervement compréhensible, nous avons pris rendez-vous avec lui pour lui demander quelques explications. Il nous attendait avec en renfort sa première adjointe. En réponse à nos questions, il a déclaré qu'il ne pouvait pas aller à l'encontre de l'avis de la DDE, puis qu'il ne pouvait pas se le permettre, ce qui est différent, car alors « tout le monde ferait pareil ». Après une demi-heure d'une discussion qui tournait en rond, nous sommes partis.

Et nous revoilà au point de départ : toutes nos constructions, présentes et futures, sont illégales. Mais cela ne nous gêne pas plus que ça, et ça ne nous empêchera pas de continuer dans la voie que nous avons choisie : tenter de concilier notre mode de vie et nos aspirations libertaires.



Appel pour les Assises de l'anti-colonialisme post-colonial

« Nous sommes les indigènes de la République ! »

Discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, les personnes issues des colonies, anciennes ou actuelles, et de l'immigration post-coloniale sont les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation. Indépendamment de leurs origines effectives, les populations des « quartiers » sont « indigénisées », reléguées aux marges de la société.

Les « banlieues » sont dites « zones de non-droit » que la République est appelée à « reconquérir ». Contrôles au faciès, provocations diverses, persécutions de toutes sortes se multiplient tandis que brutalités, agressions et autres crimes policiers ne sont que rarement sanctionnés par une justice qui fonctionne à deux vitesses. Pour exonérer la République, on accuse nos parents de démission alors que nous savons les sacrifices, les efforts déployés, les souffrances endurées. Les mécanismes coloniaux de la gestion de l'islam sont remis à l'ordre du jour avec la constitution du Conseil français du Culte Musulman sous l'égide du ministre de l'Intérieur. Discriminatoire, sexiste, raciste, la loi anti-foulard est une loi d'exception aux relents coloniaux. Tout aussi colonial, le parage des harkis et enfants de harkis. Les populations issues de la colonisation et de l'immigration sont aussi l'objet de discriminations politiques. Les rares élus sont généralement cantonnés au rôle de « beur » ou de « black » de service. On refuse le droit de vote à ceux qui ne sont pas « français », en même temps qu'on conteste « l'enracinement » de ceux qui le sont. Le droit du sol est remis en cause. Sans droit ni protection, menacés en permanence d'arrestation et d'expulsion, des dizaines de milliers de personnes sont privées de papiers. La liberté de circulation est déniée ; un nombre croissant de maghrébins et d'africains sont contraints à franchir les frontières illégalement aux risques de leurs vies.

La France a été un Etat colonial

Pendant plus de quatre siècles, elle a participé activement à la traite négrière et à la déportation des populations de l'Afrique sub-saharienne. Au prix de terribles massacres, les forces coloniales ont imposé leur joug sur des dizaines de peuples dont elles ont spolié les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire. Les tirailleurs d'Afrique, chair à canon pendant les deux guerres mondiales, restent victimes d'une scandaleuse inégalité de traitement.

La France reste un Etat colonial !

En Nouvelle-Calédonie, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Polynésie règnent répression et mépris du suffrage universel. Les enfants de ces colonies sont, en France, relégués au statut d'immigrés, de français de seconde zone sans l'intégralité des droits civiques. Dans certaines de ses anciennes colonies, la France continue de mener une politique de domination. Une part énorme des richesses locales est aspirée par l'ancienne métropole et le capital international. Son armée se conduit en Côte d'Ivoire comme en pays conquis.

Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique coloniale



Non seulement le principe de l'égalité devant la loi n'est pas respecté mais la loi elle-même n'est pas toujours égale (double peine). La figure de l'« indigène » continue à hanter l'action politique, administrative et judiciaire ; elle innerve et s'imbrique à d'autres logiques d'oppression, de discrimination et d'exploitations sociales. Ainsi, aujourd'hui, on tente de faire jouer aux travailleurs immigrés le rôle de dérégulateurs du marché du travail pour étendre à l'ensemble du salariat encore plus de précarité et de flexibilité.

La gangrène coloniale s'empare des esprits

L'exacerbation des conflits dans le monde, en particulier au Moyen-Orient, se réfracte immédiatement au sein du débat français. Les intérêts de l'impérialisme américain, le néo-conservatisme de l'administration Bush rencontre l'héritage colonial français. Une frange active du monde intellectuel, politique et médiatique français, traître aux traditions de combat pour l'égalité et la dignité humaine, se transforme en agents de la « pensée » bushienne. Investissant l'espace de la communication, ces idéologues recyclent la thématique du « choc des civilisations » dans le langage local du conflit entre « République » et « communautarisme ». Comme aux heures glorieuses de la colonisation, on tente d'opposer les berbères aux arabes, les juifs aux « arabo-musulmans » et aux noirs. Les jeunes « issus de l'immigration » sont ainsi accusés d'être le vecteur d'un nouvel antisémitisme. Sous le vocable jamais défini d'« intégrisme », les populations d'origine africaine, maghrébine ou musulmane sont désormais identifiées comme la Cinquième colonne d'une nouvelle barbarie qui menacerait l'Occident et ses « valeurs ». Frauduleusement camouflée sous les drapeaux de la laïcité, de citoyenneté et du féminisme, cette offensive réactionnaire s'empare des cerveaux et reconfigure la scène politique. Elle produit des ravages dans la société française. Elle est parvenue à imposer sa rhétorique au sein même des forces progressistes, comme une gangrène. Attribuer le monopole de l'imaginaire colonial et raciste à l'extrême-droite seule extrême-droite est une imposture politique et historique. L'idéologie coloniale dure, transversale aux grands courants politiques et historiques qui composent le champ politique des pays.



La décolonisation l'ordre du jour !

la République reste à

(Suite page 7)

La République de l'Egalité est un mythe. L'Etat et la société doivent opérer un retour critique radical sur leur passé-présent colonial. Il est temps que la France interroge ses Lumières, que l'universalisme égalitaire, affirmé pendant la Révolution Française, refonde ce nationalisme arc-bouté au « chauvinisme de l'universel », censé « civiliser » sauvages et sauvageons. Il est urgent de promouvoir des mesures radicales de justice et d'égalité qui mettent un terme aux discriminations racistes dans l'accès au travail, au logement, à la culture et à la citoyenneté. Il faut en finir avec les institutions qui ramènent les

populations issues de la colonisation à un statut de sous-humanité.

Nos parents, nos grands-parents ont été mis en esclavage, colonisés, animalisés. Mais ils n'ont pas été broyés. Ils ont retrouvé leur dignité d'humains à travers la résistance héroïque qu'ils ont menée pour s'arracher au joug colonial. Nous sommes leurs héritiers comme nous sommes les héritiers de ces Français qui ont résisté à la barbarie nazie et de tous ceux qui se sont engagés avec les opprimés, démontrant, par leur engagement et leurs sacrifices, que la lutte anti-coloniale est indissociable du combat pour l'égalité sociale, la justice

et la citoyenneté. Dien Bien Phu est leur victoire. Dien Bien Phu n'est pas une défaite mais une victoire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité !

Pour ces mêmes raisons, nous sommes aux côtés de tous les peuples (de l'Afrique à la Palestine, de l'Irak à la Tchétchénie, des Caraïbes à l'Amérique latine) qui luttent pour leur émancipation, contre toute les formes de domination impérialiste, coloniale ou néocoloniale.

Nous, descendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés, français et non-français vivants en France, militantes et militants engagé-es dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale, lançons un appel à celles et ceux qui sont parties prenantes de ces combats à se réunir en Assises de l'anti-colonialisme en vue de contribuer à l'émergence d'une dynamique autonome qui interpelle le système politique et ses acteurs, et, au-delà, l'ensemble de la société française, dans la perspective d'un combat commun de tous les opprimés et exploités pour une démocratie sociale véritablement égalitaire et universelle.

Le 8 mai 1945, la République révèle ses paradoxes : le jour même où les Français fêtent la capitulation nazie, une répression inouïe s'abat sur les colonisés algériens du nord-constantinois : des milliers de morts ! Le 8 mai prochain, 60ème anniversaire de ce massacre, poursuivons le combat anticolonial par la première Marche des indigènes de la République !

Je fume un gros pétard (Sarko me damne) et je regarde la coupure de presse qui s'étale devant moi. Coupure de Ouest-torche et qu'à la dernière réunion du journal, on m'a refilé. Armée de terre : 3400 soldats à recruter.

Deux photos accompagnent cette coupure : l'une d'un gendarme sans képi et d'allure enseignante et jeune parle, l'autre un régiment de képis de gendarmerie, tenue léopard et Famas défile. Je me dis que je dois récupérer bientôt un bélier afin d'augmenter de façon naturelle mon cheptel ovin. P'tain, elle est bonne ! Rudward Kipling disait " il faut des chiens afghans pour chasser le loup afghan " Bref, il a toujours fallu des prols pour chasser les prols et du colonisé pour casser du colonisé ! Bref, l'armée dans le " grand ouest " a besoin de 3400 décérébrés, c'est vrai qu'avec les tôles pour minots et qu'avec les disparités sociales, vaut mieux se préparer " et puis, il y a la crise : au moins t'auras une formation... " Parents, vous qui m'écoutez (enfin bref, n'importe qui qui lit ces lignes) ne laissez pas vos enfants devenir des monstres. Des monstres ? " chien me tripote ! " le terme est un peu rude penseraient certains " et puis, il faut bien être protégé ! " " y n'en faut " Ben voyons, pour cramer les mosquées comme les 4 bidasses d'Annecy récemment. Regardez les rubriques des faits divers, la proportion de tarés qui flinguent un voisin après une nuit bien cuite ou s'enferment avec des explosifs pour faire péter un quartier. Tout le monde a entendu et croisé un cas d'ex-légionnaire complètement fracassé. Pourquoi ces individus qu'on a décérébré au point d'obéir aveuglément à l'ordre seraient rendus à la vie civile tels de doux agneaux. Quand l'ordre, selon les moments va de la balle dans la nuque des trainards de Verdun, au massacre de population civile, de la rafle à l'interrogatoire musclé, de l'exécution de l'individu jusqu'à la répression de masse, le bidasse exécute les ordres, certains prêtent à l'être humain le sentiment du libre arbitre mais est-ce à dire que le bidasse est un animal ? Non, certes pas car j'entends déjà les cris monter des légions anti-spécistes, un végétal alors ? certes pas, le syndicat des concombres masqués aurait de quoi s'offusquer.

Alors quoi, des cons tout court, le militaire comme le flic appartient à la race spécifique du con ; ni animal, ni végétal même pas minéral, le militaire est un con et comme disait ma grand-mère " grand fort et con, c'est tout ce qu'il faut pour faire un gendarme ".

Christian



60 nouveaux missiles à l'île Longue

Bretagne, poubelle nucléaire

Y'a des jours comme ça, on est heureux et fier d'être breton. Toutes les grosses puissances du monde doivent avoir leurs yeux tournés vers nous. Enfin quand je dis "yeux", je veux dire « têtes nucléaires ».

Michèle Alliot Marie est venue nous voir du côté de Brest. Mais je crois que le paysage et le climat du pays lui importaient peu. Dans son sac kaki, elle avait apporté avec elle 60 nouveaux missiles nucléaires. Des M51 qu'elle appelle ça Michèle. Des trucs qui ont une portée de 6000 kilomètres... des engins de 12 mètres de haut et qui font 50 tonnes pièce. Apparemment les M 45, que les M 51 remplacent, c'est des engins qui ne faisaient pas assez de morts, donc ça ne devait pas faire assez peur aux autres. Les M 51 ça a plus de gueule mais ça prend plus de place aussi. Alors Michèle et ses copains en uniforme trouvant que la pointe bretonne n'est pas assez bétonnée comme ça, vont en remettre une couche. Ce sont 22000 m³ de béton que leurs engins vont venir vomir sur nos côtes, le tout accompagné de 5300 tonnes d'acier à béton. Mais au moins, les M 51 auront une jolie maison.

Et puis Michèle a tenu quand même à me rassurer. C'est pour notre bien qu'elle a dit. C'est vrai qu'être la cible potentielle de toutes les puissances nucléaires du monde, ça ne devrait pas être fait pour nous terroriser. Qu'est-ce qu'on peut être paranos des fois ma conscience et moi. Y'a des trucs par contre que je ne comprends pas. A Brest, toujours, tu m'as déclaré que "le sens de la politique de la France repose sur la non-prolifération et la lutte contre la prolifération". Bon... j'admets... je n'ai jamais été doué pour tout ce qui était mathématique... Je ne peux pas admettre qu'il y ait quelques formules qui arrivent à m'échapper, et que si une vague de suicide a touché le corps enseignant de mathématique, j'en suis peut-être la cause... Mais ajoutez 60 missiles à ce qui existait déjà... ça fait toujours 60 missiles en plus. Comment lutter contre la prolifération en construisant toujours plus de missiles nucléaires ? Mais tout simplement parce qu'on ne la lui fait pas à Michèle : « *Je veux vous rappeler que, dans un monde imprévisible et dangereux, les grandes puissances dotées de l'arme nucléaire ne songent nullement à l'abandonner. Par ailleurs, la prolifération est un fait avéré et donc un danger potentiel toujours actuel, peut-être plus actuel que jamais. Il faut, là aussi, pouvoir y faire face* » Bref... une histoire sans fin. Pourquoi être moins cons que les autres ? Plus il y a de cons plus on rit. Puis d'un ton un peu plus sévère, car tu as bien remarqué que je commençais à me poser des questions, tu a rajouté : « *Seule la dissuasion nucléaire*

gens de ton espèce, de ton rang. Tu utilises le terme de survie. Que ton pays survive. C'est tout ce qui t'intéresse. Il sera bien question de survie... survie de millions de gens hargués, mutilés, devenus fous. Il aura une belle gueule ton pays après une attaque nucléaire. Mais au moins ses « intérêts vitaux » auront été défendus. J'aimerais

tout de même savoir ce que tu entends par « intérêts vitaux ». Quels genres d'intérêts valent la peine d'être épargnés dans l'amas de mort et de souffrance qui suivrait une attaque nucléaire ?

Michèle a bien vu que je commençais à avoir la trouille. Alors elle m'a susurré à l'oreille un argument qu'elle pense imparable : l'argument économique qui fait que tout est acceptable sous prétexte que ça fait moins de gens à chômer... « *N'oublions pas non plus que le développement de notre outil de dissuasion, reposant sur des technologies de pointe, contribue ainsi à la vitalité de notre recherche scientifique* ». Michèle... Je préfère mille fois et de beaucoup plutôt que les engins de mort qui sont fabriqués, est fabriqué, est un boulevard aux projets les plus inhumains et les plus destructeurs ne servant que les intérêts d'une poignée d'idiots séniles. Ces gens là me font peur. Les voilà les terroristes !

Épilogue

Dans la nuit du 1^{er} au 2 février, la délégation pour l'armement et la marine a réalisé depuis la pointe sud de la Bretagne un essai en vol d'un missile mer-sol balistique stratégique M 45 d'exercice...des fois que ça ne marche pas complètement et que cela nous retomberait sur la gueule, ce qui est inéluctable : à un missile envoyé répondra certainement un autre en provenance du pays visé. A ce petit jeu, tout le monde est forcément perdant.

Robert Dizobert

Une actualité linguistique bretonne chargée

Petit tour d'horizon

Niverus eo bet ar c'heleier a-zivout hor yezhoù e-pad ar mizioù pasaet. Distreiñ a reomp neuze war pezh a zo tremenet ha dreist-holl war pezh a zo bet lavaret amañ hag ahont.

Le 17 décembre 2004 est une date symbolique pour 2 raisons. La première est l'adoption à l'unanimité par le conseil régional de Bretagne d'une politique linguistique. La seconde est la prise en compte de la langue gallèse dans cette même politique linguistique. Par ce texte, la région Bretagne reconnaît officiellement le breton et le gallo aux côtés du français comme langues de la Bretagne. Le conseil régional par ce texte se fixe pour objectif d'assurer le maintien, la transmission et le développement de nos deux langues. L'annonce est réjouissante, mais comme le note de nombreux observateurs, va-t-elle être suivi d'effets ? Le projet en effet est ambitieux, et demande un suivi consciencieux, mais aussi que l'argent suive... mais pas seulement : la région envisage la scolarisation de 20 000 élèves dans la filière bilingue d'ici 10 ans, ce qui représente grosso modo 50% en plus des effectifs actuels. Or, les filières bilingues sont constamment fragilisées : des postes au CAPES de langue bretonne déjà ridiculement peu nombreux sont supprimés (quand on ne mute pas les nouveaux titulaires dans les pays d'outre-mer !), alors que pour atteindre le but fixé par le conseil régional il faudrait former 150 nouveaux professeurs chaque année ! Sans compter sur les nombreuses suppressions de cours de langues dans les collèges et lycées l'académie rennais. Depuis 2003, l'éducation nationale refuse de prendre en compte à titre dérogatoire « les enseignements particuliers tels que l'enseignement bilingue », alors que cet enseignement est déjà particulièrement fragilisé. La carte scolaire ne prenant donc plus en compte ce caractère particulier, c'est avec délice que certains en profitent pour éliminer sans en avoir l'air une filière qui n'en demandait pas tant.

Le 26 janvier fut également l'occasion pour certains députés bretons de passer à nouveau à l'offensive. En ce jour, l'assemblée travaillait à la modification de la constitution française en vue de la ratification de la constitution européenne. Marc le Fur député UMP breton revenait à la charge avec son amendement 13 en vue de faire figurer dans

l'article 2 de la constitution qui stipule que la langue de la république est le français, la phrase : « dans le respect des langues régionales ». Il est important d'expliquer : avant 1992, il n'était fait mention d'aucune langue nationale. Ce changement n'est intervenu qu'en 1992 et n'était selon ses protagonistes qu'un instrument visant à protéger le français de l'hégémonie de l'anglais et ne visait en rien les langues dites régionales. Toubon était intervenu à maintes reprises pour nous l'affirmer. Or, depuis son adoption, cet article est l'argument suprême visant à annihiler toute forme de statut à nos langues, et de leur porter régulièrement atteinte. Je ne crois pas me tromper beaucoup en affirmant que cet article n'a d'ailleurs fait du tort qu'à nos langues et jamais à l'anglais. A ce propos, la préfecture des côtes d'Armor soucieuse de faciliter l'intégration des britanniques n'a-t-elle pas mis en place un réseau de fonctionnaires anglophones afin de jouer un rôle de référent dans leurs administrations respectives ? Quid de l'article 2 de la constitution française lorsqu'il s'agit de l'anglais ?

Pendant ce temps là, une « commission prévention du groupe d'études parlementaire sur la sécurité intérieure » présidée par J- A Benisti et composée d'une vingtaine de députés rédigeait un rapport dans lequel le lien entre bilinguisme et délinquance est clairement établi. On y apprend entre autre dans une courbe exponentielle délirante intitulée : « **Courbe évolutive d'un jeune qui au fur et à mesure des années s'écarte du droit chemin pour s'enfoncer dans la délinquance** » que les embêtements commencent entre 1 et 3 ans : à cet âge « *Seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine étrangère elles devront s'obliger à parler le Français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer* » nous conseille Benisti et ses amis monolingues. Nos ethnologues en herbe, pour qui le calendrier s'est certainement arrêté au 19^{ème} siècle rajoutent : « *si elles sentent dans certains cas des réticences de la part des pères, qui exigent souvent le parler patois du pays à la maison, elles seront dissuadées de le faire. Il faut alors engager des actions en direction du père pour l'inciter dans cette direction* ». Notons au passage la vision caricaturale de la famille immigrante, sans oublier non plus de remarquer que la langue de ces familles, lorsqu'elle franchit les

frontières hexagonales se transforme en patois du pays ! Berbère, turc, arabe, castillan, portugais.... vous ne parlez plus une langue.... mais votre patois du pays. Misère, trois fois misère. Quoi qu'il en soit, nos députés, tout guillerets d'avoir pratiquement éradiqué les patois de « l'intérieur » s'aperçoivent avec horreur qu'il va falloir tout recommencer avec les patois des « autres ». Et ils comptent bien se donner les moyens. Car si les étrangers persistent à continuer de parler leur langue à leur futur délinquant « *L'enseignant devra alors en parler aux parents pour qu'au domicile, la seule langue parlée soit le français. Si cela persiste, l'institutrice devra alors passer le relais à un orthophoniste pour que l'enfant récupère immédiatement les moyens d'expression et de langage indispensables à son évolution scolaire et sociale* ». No comment.

Le 17 janvier dernier Ferroudja Ait Aoudia, une étudiante berbère a reçu un courrier de la part de la préfecture des côtes d'Armor l'invitant « à quitter le territoire dans un délai d'un mois ». La raison invoquée ? « *Le caractère réel et sérieux de sa nouvelle inscription est mise en cause* ». Notre étudiante a eu le tort de préparer depuis la rentrée un Diplôme Universitaire « métiers et langue bretonne ». C'est vrai, qu'une « étrangère » qui parle arabe et berbère en plus du français (donc un risque de déviance monstrueux pour monsieur Benisti et ses amis), et qui s'apprête à enseigner une langue que la république n'a eu de cesse de vouloir éradiquer... ça fait désordre.

Pour conclure, le 17 février 2005, le Sénat rejetait l'amendement portant sur la reconnaissance des langues minoritaires et de la charte européenne des langues régionales.

Le patois de la république est sauvé... et la France et ses représentants se sont encore une fois distingués par une étroitesse d'esprit inégalable.

FabrIs IskIs

★



Arthur, un nouveau journal culturel... anti-breton

Ur gazetenn sevenadurel breizhek... Sed aze un dra a c'hellfe plijout deomp. Siwazh, gwall spontus emañ an traoù a gaver enni. Setu da heul un tamm dielfennadur eus an niverenn gentañ

Arthur procède de la fusion de « Adsa » et du « guide culturel de Bretagne ». Le premier était déjà connu des militants bretons pour la plume perfide de son rédacteur en chef, qui signait ses articles du pseudo « coyote coz ». Le même reprend du service pour nous resservir sa sauce : « Vive le capitalisme ! Grâce à lui, la Bretagne va de mieux en mieux. » et « à bas les militants bretons ! Ce sont tous des assassins qui frissent avec l'extrême droite ».

Tout en s'appuyant sur des annonceurs, Arthur se veut indépendant. Pourtant, une des brèves porte sur un événement créé par « Amann mat », une association pour la promotion du beurre salé, qui regroupe des producteurs de beurre. Or on retrouve une grande pub pour cette asso en 4ème de couverture. Et le Coyote nous rappelle dans son édito que « le patrimoine » est aussi présent « dans les pratiques industrielles et alimentaires » des bretons. Quelle indépendance !

On pourrait être rassuré par un article sur la situation des intermittents du spectacle. Mais il s'agit encore d'une ode au capitalisme par un certain Jean Bernard Vighetti, « maire de Peillac et vigilant acteur de la création culturelle en Bretagne ». En substance, il faut soutenir les artistes car se sont des acteurs économiques importants. Et notre homme devient lyrique pour affirmer : « quelles belles perspectives à offrir aux jeunes européens en quête d'idéal que celle de fonder la croissance, la renaissance de leur continent, comme au XVIème siècle, sur un socle culturel fort, à partir de la promotion de vrais talents, d'authentiques créateurs, générateurs d'emplois à haute valeur ajoutée ».

Cela n'est encore rien, c'est surtout du côté de la haine des militants bretons que le Coyote et ses sbires ont de quoi énerver. Ainsi une brève se moque de l'initiative de TV Breizh de sous-titrer une série américaine directement de la VO au breton. Non pas que je soutienne TV Breizh, ou que je sois fan de séries américaines, mais cette brève n'est qu'un prétexte pour défendre le français contre l'anglais, et contre le breton (comme si le breton menaçait le français), en traitant au passage des militants de « nationalistes demeurés ». Une autre brève parle d'un message Internet « signé d'un fameux allumé de l'emsav » : les insultes continuent. Un article sur la chanson en Bretagne ne renie pas les chanteurs engagés des années 70 et leurs combats, y compris pour la langue et la culture bretonne, mais les replacent dans un contexte purement hexagonale, niant toute spécificité aux luttes en Bretagne. Puis l'auteur décrit l'évolution du contexte politique : « Les idées ont changé. La langue bretonne est enseignée, les combats anti-marée noire ne sont plus marginaux, l'anti-militarisme n'existe plus et pour cause... et la lutte contre la misère et les apartheid sociaux semble désormais aux artistes plus vital que le soutien à quelques crétins poseurs de bombes... »

Je me permets de corriger : les idées libertaires restent d'actualité. La langue bretonne sous perfusion agonise, les combats anti-marée noire bien que devenus politiquement corrects n'ont toujours rien donné, et rien n'est plus vital que de lutter contre le capitalisme et les États qui détruisent les peuples et sont à l'origine de la misère...

L'article finit par un appel à la création d'« un petit Printemps de Bourges breton réunissant cette scène régionale sans que l'on y voit pour autant une scène régionaliste ».

On se demande pourquoi l'auteur parle encore de Bretagne et non de péninsule occidentale de l'Hexagone ou même d'extrême occident parisien.

Enfin, pour nous achever un article non signé parle du livre de Kristian Hamon sur la Bezenn Perrot. Il faut noter que ce livre n'est pas mauvais et que son auteur, dans les quelques propos cités, ne dit rien de néfaste. Je suis d'accord avec lui quand il dit que « il n'y a pas à porter comme une croix les erreurs de nos aînés. Mais je crois que tout cela rentre enfin dans les mœurs et les militants bretons s'aperçoivent qu'il est temps de vider les placards, et il faut que cela soit fait. »

Par contre je m'insurge contre les amalgames et les insinuations fielleuses contenues dans cet article de désinformation : les militants bretons actuels « de gauche comme de droite » seraient aussi paumés que les fachos de la Bezenn Perrot. Des menaces contre Kristian Hamon auraient été proférées par « des nationalistes de tous bords » et il y aurait même eu des agressions. Le chroniqueur se garde bien de dire que d'autres militants ont invité Kristian Hamon à présenter son livre. En fin d'article plusieurs livres sont indiqués pour compléter cette désinformation, notamment le pamphlet violemment anti-breton de Françoise Morvan « le monde comme si ».

Bref, Arthur n'est même pas bon pour se torcher le cul (c'est du papier glacé). Et je me pose une question : comment peut-on prétendre aimer la culture musicale, la danse, les spectacles etc. d'une région et dénigrer autant le peuple qui les ont créées en lui niant tout droit d'affirmation politique et sociale ? La réponse réside peut-être dans la honte d'être breton et de parler breton inculqués par notre chère république française afin de faire rayonner sa grande culture qui va apporter ses lumières au reste du monde.

Traceville



Ohiane a été retrouvée morte dans sa cellule de Fleury Mérogis le 8 juillet 2004, victime de la politique de dispersion et d'éloignement des Prisonniers Politiques Basques, politique décidée, organisée et mise en œuvre conjointement par les États français et espagnols. Le 10 juillet suivant, à Donostia (San Sebastian), 15 000 personnes rendaient hommage à la militante d'ETA. "Solidaires du Peuple Basque en lutte-Paris" vous transmet la traduction en français de la lettre ouverte que les parents d'Ohiane Errazkin Galdos ont envoyée à la juge Laurence Le Vert en ce début d'année.



MADAME LE JUGE

Manu Errazkin Aleman et Antxon Galdos Oronoz- Parents d'Oihane (Après avoir laissé s'écouler un certain temps depuis le fatidique 8 juillet et pouvoir ainsi nous exprimer d'une façon plus sereine, nous rendons publique la lettre ouverte adressée à Laurence Le Vert). Madame Le Juge: voilà l'entête des nombreuses lettres de demande de permis de visite à notre fille que nous, la famille et amis d'Oihane, t'avons fait parvenir. Lettres écrites poliment mais, par contre, ta politesse a été de répondre parfois avec un incroyable retard et d'autres fois par le silence. Seuls quelques membres de la famille ont eu "la chance" d'avoir reçu la grâce de "ton" permis. Ses amis par contre ont reçu uniquement "ton" silence comme réponse. Tu n'as même pas autorisé une seule visite de son compagnon. Il est clair que tu as agi selon ton bon vouloir, que ton attitude ne répond pas au respect du règlement judiciaire ou de la loi mais à des décisions arbitraires et tout à fait personnelles, comme s'il y avait là un cruel désir de vengeance rendu possible grâce au pouvoir de décision que tu as. Un exemple de cela est la lettre que nous avons envoyée au mois d'avril pour l'anniversaire d'Oihane le 2 mai, que tu as retenue sans jamais la lui faire parvenir et qu'au mois de septembre tu nous as renvoyée, ouverte, avec le tampon "n'habite plus à l'adresse indiquée". Quelle canaillerie!

Il est clair que nous appartenons à des bandes différentes. Tu fais partie de ce genre de personnes qui forment un groupe -en réalité une bande- à un moment donné, qui levaient le poing parce que c'était à la mode: elles pouvaient ainsi montrer leur montre ou leur bracelet. Nous, nous faisons partie de ceux qui lèvent encore leur poing avec orgueil, parce que nous croyons que l'utopie non seulement peut, mais doit devenir une réalité, que nous sommes toujours convaincus que la situation doit être renversée, et nous sommes là dans ce but. Ceux de ta bande sont des gens qui ne montrent jamais leur visage; pour cela ils en envoient d'autres qui ne chipoteront pas quand vient l'heure d'utiliser la violence pour faire respecter votre "justice" et vos "lois", des fonctionnaires de prison infantilisés, des gardiens ou des individus masqués aux pelages divers, bleus, verts, rouges ou noirs qui cachent leur honte car ils en ont beaucoup à cacher; peu importe qui ils sont. Nous faisons partie de ceux qui font toujours face, eux-mêmes. Nous n'utilisons personne, c'est nous qui recevons toujours les coups, mais la tête haute et le visage découvert et, lorsqu'il n'en est pas ainsi, c'est parce que vos gens nous ont recouvert la tête par la force.

Les gens de ta bande sont des gens qui déforment, occultent et

manipulent l'histoire tout en l'ornant de mensonges en racontant ce qui leur convient. C'est l'histoire réécrite par les vainqueurs. Nous, nous faisons partie de ceux qui ont fait, et doivent encore faire, un immense effort pour connaître l'histoire de notre pays, fouillant dans les bibliothèques, les bouquins, les documents divers. Personne ne nous en a fait cadeau. N'oublie jamais que ce sont des militants basques qui faisaient partie des premiers à entrer dans Paris le jour de sa libération. Les gens de ta bande ont eu le souci de contrôler et diriger les différents médias pour lancer des campagnes d'intoxication, répétant à satiété un mensonge après l'autre, mettant en avant ce qui n'est pas important et ignorant ce qui l'est vraiment, brandissant avant tout les "versions officielles", utilisant des participants à des "tables rondes" idiots, des forums et des associations d'origine douteuse, des gens qui passent leur temps à s'attribuer des médailles, maladroits faiseurs de mots, véritables "ânes" culturels qui ne savent raisonner que par le biais de l'insulte et de la provocation, et qui ne veulent en aucune façon que le conflit soit réglé. Ils risqueraient de grossir la liste des gens au chômage et ne sauraient rien faire d'autre. Nous faisons partie de ceux qui, telle que l'expérience nous l'a appris dans de nombreux cas et à cause de nos principes, mettent en cause les "versions officielles", financent leurs propres médias et, lorsque d'une manière injuste vous les faites fermer, les font ressurgir avec plus de force encore.



Ceux de ta bande, soutiennent des États créés grâce aux différentes conquêtes militaires de colonies et de territoires lointains, en ayant pour cela massacré au nom de Dieu et du Roi des peuples entiers, et cela à cause du caprice de ceux qui avaient le pouvoir de décision. Encore de nos jours ils maintiennent des peuples soumis, tels le nôtre qui tout au long de son histoire a souffert des avatars des différents régimes, que se soient des tyrans, des souverains, des inquisiteurs, des empereurs ou des cardinaux. Même si au Nord on décapitait des rois et si au sud on

les ressuscitait, les conséquences ont été et sont toujours les mêmes : le refus de nos droits et le manque de respect absolu envers notre peuple. Nous appartenons à un peuple dont l'idiosyncrasie est marquée par le respect de l'ancien, de l'antique, de ses personnes âgées, sans pour autant être ancrés dans le passé. Nous avons par contre appris à vivre le présent avec un regard tourné vers le futur. Vous n'êtes pas capables de respecter la langue, l'histoire et la culture d'un peuple dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui, tout simplement à cause de cela, mérite le plus absolu des respects. Respect pour le choix de ce que nous voulons devenir: vivre en tant que basques, avec nos usages et nos coutumes, avec la volonté de construire une société plus juste et équitable, être maîtres de notre destin, avoir des rapports avec tous ceux que

(Suite page 12)

nous choisissons.....Et voilà la clef: le respect, car nous sommes convaincus, comme le montre l'histoire d'Euskal Herria, que tant qu'il n'y aura pas de respect, la révolte sera là.

Nous en avons marre du genre de société que vous nous offrez. Marre que vous décidiez depuis Madrid ou Paris de ce que nous les Basques avons à faire. Marre de nous sentir étrangers dans notre propre terre. Marre d'autant de juges inquisiteurs, d'autant de répression gratuite, d'autant de tortionnaires qui restent impunis, d'autant de malfaiteurs favorisés ou graciés, d'autant d'élus qui font la sieste au parlement tout en recevant des salaires énormes, de Parlements qui après avoir approuvé certaines propositions ne font rien pour qu'elles arrivent à terme, de législateurs qui au tournant de la rue oublient ce qu'ils ont ordonné. Marre de ceux qui n'arrêtent pas de condamner, la seule chose qu'ils obtiennent étant de mettre des obstacles à la résolution du conflit. Marre de tous ces culs bénis qui n'hésitent pas à suivre les processions ou un monarque, et sont incapables de revendiquer ce qui nous appartient, en toute dignité et fermeté. Marre d'autant de corruption et d'effronterie politiques, d'autant de politiciens qui font le clown - mais des faux clowns car les vrais font un noble métier. Marre de voir les banques obtenir d'incroyables bénéfices, même en temps de profonde crise économique. Marre de voir supprimés autant d'acquis sociaux qu'on a eu tant de mal à décrocher, parfois au prix de morts. Et cela à cause de l'avarice de quelques-uns et de la négligence d'autres.

Pour ces raisons, et d'autres que les pages d'un Larousse ne sauraient contenir, nous t'envoyons, Madame Le Juge, à toi et à ceux de ta bande, notre mépris le plus profond. Nous ne te souhaitons pas de bien te porter.

Fiers de notre fille.

Manu et Antxoni.

Kengred gant prizonidi A.D ! Actions pour les prisonniers d'Action Directe.

Jeudi 24 février : une trentaine d'anarchistes grecs ont occupé durant une demi-heure le bureau de l'AFP à Athènes pour marquer leur solidarité avec les membres emprisonnés du groupe Action Directe. Ils sont repartis du bureau vers 19h30 avant de manifester dans la rue avec des banderoles réclamant la libération des membres du groupe.

Samedi 26 février : une centaine de manifestants s'est rassemblé samedi devant le centre de détention de Bapaume (Pas-de-Calais), où Nathalie Ménigon est incarcérée, pour exiger sa libération.

Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan, arrêtés en février 1987, pourront demander à partir de samedi leur libération conditionnelle, le 26 février 2005 marquant la fin de "la période de sûreté" de 18 ans de prison qui accompagnait la condamnation à perpétuité de Cipriani et Rouillan.

Régis Schleicher restera en prison. Agé de 47 ans, incarcéré depuis 21 ans, Régis a vu sa demande de libération conditionnelle refusée. Il a pourtant terminé sa peine incompressible depuis six ans. Une première demande faite en mars 2002 avait été refusée. Le Tribunal correctionnel de Paris veut le faire comparaître pour une « tentative d'évasion ».



La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individuEs.

N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.

Coordination : cbil@no-log.org

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org

Collectif Huch! : huch@no-log.org

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispach@no-log.org

Contact Lorient : huch.an.orient@bzh.net

Contact Brest : cbil_brest@no-log.org

Contact Normandie : cbil.rouen@no-log.org

Contact Alsace : pennougullo@no-log.org

Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !**


Bruderezh emit-hu ?

N'en deus ket aon ar c'hevala rak netra ken, holl galloudus m'emañ. Hag en diskouez a ra. Abaoe un nebeut bloavezhioù dija e vez graet goap ganto ouzh simboloù kreñvañ ar stourm enep kevalaour... Stourmerien hollvrudet 'zo, memes, a vez lakaet en o genoù frazennoù bet ijinet gant paotred ar bruderezh a-benn gwerzhañ ur merk bennak evit merdeñ war ar genrouedad. Ar gerioù « dispac'h », « dispac'hel » a servij da werzhañ. Souezhus emit-hu ?

En brezhoneg n'eus ger ebet evit diforc'hiñ ar bruderezh politikel hag ar bruderezh nann-soudard a servij da lakaat pep hini ac'hanomp da brenañ al lisiv « dispac'hel » diwezhañ. Daoust hag eñ e vez ezhomm diforc'hiñ an daou ?

Pal an daou a zo pouezañ war spered an dud en ur vont don e-barzh goueled ar goustiañs pep hini. Soñj hon eus skritelloù gros bet savet gant an arme a-benn goulenn arc'hant d'an dud evit trec'hiñ d'an alamanted... Freskoc'h c'hoazh zo koun ar skritelloù savet gant an nazied e-pad an eil brezel bed. Seurt bruderezh a seblant gwall gros deomp bremañ e 2005. Koulskoude ken gros eo an abadennoù bruderezh a vez gwelet ingal gant an holl, ha nebeut tre ac'hanomp a gav droch seurt bruderezh. Soutiloc'h e c'hellont bezañ, gwir. Met en ur sellet en-dro bruderezh ar bloavezhioù 60, 70, pe c'hoazh hini ar bloavezhioù 80, e vez merzet o vekanik gant an holl, o zoare da vont en-dro. Teknikoù nevez e vez ijinet gant paotred ha merc'hed ar bruderezh... met ingal e chom o ziazezoù. Unan anezho a zo selled a-dost ouzh gizioù ar mare, ha neuze ijini en-dro anezho, treuzfurmiñ anezho betek perc'henniñ ar mennozh, ar c'hiz evel ma kane brav B. Lavillier :

*"Tous les bourgeois frileux ont transformé nos mots
En ont fait des jingles rétros pour les radios
Ont rachetés nos cuirs, nos motos, nos surins
Et nos copeaux bleutés vont finir chez Cardin"*

Sonerezhioù zo a vez skrapet penn da benn gant merkoù bier, dilhad... Dibosubl eo neuze selaou anezho ken hep soñjal b'ar produ en deus implijet betek re an tonioù-se. Pep arouez, pep simbol implijet ganto a vez kollet e ster gwir da vat. Ar pep bravañ zo marteze bezañ deuet a-benn adc'hounit simboloù a-enep rik eus ar pezh emañ ar bruderezh o tifenn. Simboloù enep ar c'hevala en o zouez. Implijet eo bet nevez zo gant Fiat an  evit gwerzhañ ar c'harr-buoc'h "Panda" !

Awenet e vefe 'ta ar saotrierien gant an diveliourien? Nann, kalz sklaeroc'h e komz Gilles Masson, prezident an ajañs Leo Burnett, hini en deus savet ar bruderezh vil-se : " *Nous sommes dans un système marchand, une société de récupération et de nostalgie. La mise en scène de la contestation est très appréciée pour son côté ludique*". C'hoarius emañ hor stourmoù hervez ar batronez !

Aet eo ar maout marteze gant Leclerc. Dibosupl eo lenn ur gazetenn, pourmen er ger hep parañ e sell ouzh skritelloù, ur pezh mell CRS warno, pe c'hoazh un uzin, warni dorn un den fuloret. Teir skritel a zo en holl, diazezet pep hini

war skritelloù hollvrudet Mae 68. Met ouzhpenn un dresadenn eo diazez ar menoz a zo bet skrapet gant paotred an ajañs bruderezh Australie : "l'univers de référence de 1968 s'est imposé pour que la forme signifie le fond. Cela a un côté direct, sans nuance ni second degré". Hep arliv, na fent : da lavaret eo e vez graet sklaer politikerezh ganto... en ur implij diouzh o c'hoant gerioù ha skeudennoù un ideal hag a zo dreist ar c'hontrol mik deus ar pezh int ha deus



ar pezh a dalv seurt simboloù.. C'hoariñ a reont gant hor simboloù, hor c'homzoù, hor stourmoù. Betek pelec'h ez aio o c'hinegezh, pegeit c'hoazh e chomimp dilavar ? Laerezh deomp hor gerioù a zo evel difenn deomp da sevel hor mouezh... rak ne dalv netra ken e son e hor genou. Feulz eo diberc'hennañ an dud diouzh o venozioù, dreist-holl pa ne chom nemet-se evit stourm a-enep o sistem... Ha ma ne chom ken na simbol, na ger disaotr, e chomo ur fulor ha ne vo ket moien tuañ pe sioulaat.

FabrIs IskIs

Evit gouzout hiroc'h war bed kriz ar bruderezh hag an doare da stourm a-enep da saotradur-ar-spered-mañ :

<http://bap.propagande.org/index.php>



Côté pile : 26 avril 2004, Italie, la police utilisée chez Fiat pour attaquer sauvagement 5000 grévistes. **Côté face :** L'anarchie utilisée chez Fiat pour vendre un tas de tôles polluant.

Pa savo ar jakobin breton ne vo ket mat ar frond...

La même chique, la même haleine

Beaucoup ont eu vent de cet article du demi de mêlée du jacobinisme breton bretonnant Michel Le Tallec. Pour les autres, oyez ou plutôt lisez l'article qui suit et dites-vous bien que parce qu'ils ne sont pas des êtres plus exceptionnels que les autres les Bretons sont eux aussi des gens parmi lesquels s'élèvent de biens tristes pitres.

Linguistes et autres scientifiques de de vertu nous ont bien présenté la leur des langues, de toutes les langues. Mais certainEs continuent à les considérer comme les rejets d'une portée de chiens avec meneurSEs et dominÉEs. Les unEs prédominent les autres ont le droit de vivre. Mais point de badineries sans quelques présentations. Nous avons à notre droite le gallo, cinquième roue du carrosse de l'Emsav, la souillon, de parenté romane -oh ! L'impure ! -. A notre gauche le sélectionneur de l'équipier jacobine Michel Le Tallec, Mōssieur le président de Kevredelezh Vreizh, le Parti Fédéraliste en Bretagne.

Le conseil de Région aurait gratifié le gallo d'une place en théorie équivalente à celle du breton. Et oui, celui-ci nous apprend que le gallo serait une langue...sans déconner. Pour notre petit réac, ruons aux brancards, ceci est une mise à niveau qui brouille les cartes. Mais quelles sont vos cartes mōssieur Le Tallec ? Vous nous dites que le breton est notre langue celtique ancestrale. Dans notre, seule votre langue se pâme, vous frayez dans la matière bretonne de biens tristes dichotomies. Vous poussez dans la fumure du terreau jacobin parisien, singez ses arguments. Comment ne pas faire un rapprochement de peu d'effort entre le regard qu'elle porte depuis sa tour de Babel franco-française sur les langues minorisées, et votre seigneurial dédain pour le gallo.

Rappelons que les locuteurs de cette langue ont reçu les mêmes blâmes que les bretonnants ou que n'importe quel autre enfant élevé dans une langue autre que le français pendant ce dernier siècle dans l'hexagone. La même identité négative, la même honte, le même mépris des politiques de Paris comme de Bretagne. Celle-ci ne bénéficie pas équita-

blement du prosélytisme linguistique que draine l'Emsav.

Mais parlons tunes, puisque c'est par là que le bas blesse. Ce que craint donc ouvertement mōssieur Le Tallec et Kevredelezh Vreizh c'est de voir se réduire comme peau de chagrin la bourse liée à sa langue première. Il résume donc le positionnement du conseil à une mise en opposition de nos deux langues. Une vraie région Bretagne ne se fera pas dans vos petits papiers, elle ne se résoudra jamais à un ordre de priorité de droit di-



chera jamais ses considérations de patoiseries dernière le doux nom de dialecte à préserver. Le gallo n'est pas une partie du patrimoine breton, elle en est une des expressions originales.

Le jacobinisme est une tanière qui vous tient chaud mōssieur Le Tallec, une caverne dans laquelle des ombres jouent à ces «sots bretons » qui parlent la langue seconde, eux «qui parlent mal le français ». Défendez-vous de toute crispation, de rigide attitude, lorsque vous rêvez d'une Haute Bretagne bretonnante. Je sens là poindre votre sectarisme évolutionniste. La schizophrénie réveille votre âme de croisé : vive la pureté ethnolinguistique !

Vous reléguez le gallo au champ des langues et dialectes de la francophonie et je crie au scandale et à la démagogie. Vous avez peut-être pu vous attirer quelques sympathies, dans les marécages d'Adsav, ou l'on retrouve le gallo au rayon «dialectes ruraux », votre rage n'aura de vaccin que dans la cour des miracles qui attend déjà Françoise Morvan.

La dépêche de votre formation lève peut-être le voile sur le pourquoi de la vision amnésique qu'ont beaucoup de militants bretons sur le plurilinguisme

breton. Alors peut-être êtes-vous celui qui en Bretagne dit tout haut ce que nombreux pensent tout bas. Eh bien nous c'est d'en bas qu'on vous dit bien haut ce que l'on pense de votre coup de barre en faveur du jacobinisme en Bretagne : Allez donc ensemercer Lutèce de vos escroqueries intellectuelles !

Kevredelezh Vreizh nous rappelle la vigilance dont chacun doit faire preuve à l'égard de visions bien peu tolérantes de la diversité culturelle en Bretagne. On le sait, l'Emsav est une nébuleuse dans laquelle il ne faut pas manquer d'ana-

lyse. En ce qui me concerne, je reconnais dans les propos d'un homme et d'une formation, l'inconscience qui berce une bonne partie de l'Emsav dans la bonhomie du bon militant breton pour sa langue bretonne. Si ce n'est que du dilettantisme, ouvrez les livres, vos oreilles et votre cœur : Bertaigne est poésie, cousue de gallo, de breton tout comme de français par toutes celles et ceux qui ont choisi de s'y intéresser, d'apprécier sa diversité.

Les termes en italique sont les paraphrases du communiqué de Kevredelezh Vreizh, dont Michel Le Tallec est le président.

[jān]



Un samedi à la campagne !

Le collectif A-Stroll a organisé le samedi 5 février dernier une caravane contre la spéculation immobilière et sur le problème du logement de manière générale. Un convoi d'une quarantaine de militants s'est rejoint Place du Centre à Guingamp. Des caravanes qui sillonnèrent les campagnes trégorroises et qui ont été par les diffusions de tracts bien accueillies par les populations locales " ah oui, les prix, c'est devenu de la folie " " les jeunes sont obligés de faire des emprunts... une folie "etc... et bien entendu accompagnées comme il se doit par les gendarmes qui représentèrent à un moment un tiers du convoi. Quelle publicité ! Ola ! les ennemis publics étaient de retour vu les précautions et renforts employés ! Si quelques agences immobilières et notaires virent leurs vitrines gratifiées de quelques affiches qui dénonçaient leur implication dans la hausse des prix pour s'assurer ma foi une jolie marge bénéficiaire, les autorités étaient-elles obligées de mobiliser un garde-chien de la brigade cinophile ? Mais il est vrai que c'était samedi et que il n'y avait rien à la télé, alors faut bien promener les chiens ! Le tract qui suit a le mérite d'être clair et plutôt que de le résumer, mieux vaut le lire tout court...

Trawalc'h..! Halte à la spéculation!

Des logements pour les Bretons pas pour les colons!

De très nombreux Bretons doivent faire face à de grandes difficultés pour se loger, tant pour ceux qui veulent acheter que pour ceux qui souhaitent louer. C'est bien sûr les plus précaires d'entre nous qui en souffrons le plus, les plus jeunes, les plus mal payés.

Nous savons que cette explosion du marché de l'immobilier est liée à deux facteurs, d'abord l'arrivée massive de riches nantis venus d'Angleterre, de France ou d'ailleurs, et du fait que les notaires et les agences immobilières, pour augmenter leurs marges bénéficiaires, fixent des prix basés sur les moyens de ceux qui ont les revenus les plus hauts.

Nous pouvons nous en rendre compte, les agences immobilières et les notaires continuent de plus belle à faire de la publicité outre-manche pour continuer à s'en mettre plein les poches et à démarcher à tout va pour nous inciter à vendre. Cessons d'attendre que d'autres s'occupent de ce problème; prenons nos affaires en main! Car il existe des solutions pour réguler les prix du marché et permettre aux Bretons de se loger dignement.

1) Interpellons nos élus municipaux en leur proposant de frapper de préemption, comme la loi les y autorise, les maisons et terrains vacants existant sur nos communes. A charge aux mairies des les revendre à un prix raisonnable ou de les louer à ceux qui en ont le plus besoin.

2) Pour aider les communes les plus modestes à racheter ces bâtiments ou terrains, il faut obtenir la création d'un établissement public foncier aux larges compétences

financé par le conseil régional, les communautés de communes, les conseils généraux, l'Europe. Ces deux premières mesures permettraient très rapidement de briser la courbe spéculative!

3) Interpellons nos compatriotes qui cèdent aux sirènes du profit facile et de fait vendent notre pays! Faisons leurs comprendre les conséquences sociales de leurs geste lorsqu'ils vendent à des prix vertigineux en majorité à des gens qui ne vivent ni ne travaillent ici.

4) Interpellons ceux qui prétendent nous représenter dans l'assemblée nationale française et qui ne semblent pas très gênés par le fait que les Corses (tant mieux pour eux !) ne payent pas de frais de succession lors de la transmission des biens immobiliers suite à un décès.

5) Exigeons l'abrogation des lois criminalisant l'occupation de maisons vides.

6) Exigeons le droit de vote aux élections de ceux qui sont venus d'états non membres de l'Union Européenne pour travailler ici et qui rencontrent les même difficultés que nous pour se loger et n'ont pas les mêmes droits civiques que nous, et moins de droits que les riches anglais ou hollandais qui peuvent, eux, voter. Nous

sommes contre le colonialisme économique pas contre les immigrés !

7) Dénonçons les élus qui telle Claudy Le Breton (Présidente PS du conseil général des côtes d'Armor) ose demander aux communes de mettre de l'Anglais dans les bulletins municipaux mais ne font rien pour la langue ou l'identité Bretonne.

8) Enfin par un harcèlement incessant obligeons les agences immobilières et les notaires à cesser de faire de la publicité outre-manche vantant le marché de l'immobilier Breton.



A-Stroll, Ensemble pour le Trégor-Goëlo

Bilan de la situation des prisonniers politiques bretons

Bien que moins médiatique et moins voyante, la répression en Bretagne continue et le statut de prisonnier politique breton n'existe toujours pas ; rappelons que Christian Georgeault, condamné à 11 ans de taule est toujours incarcéré dans la région parisienne, et qu'il n'y a toujours pas de rapprochement prévu en Bretagne. Pascal Laizé libéré est contraint de devoir rester à Paris avec un contrôle judiciaire. Même chose pour Alain Solé. Au deuxième semestre 2005 au plus tôt, Gaël Roblin, Pascal Laizé et Christian Georgeault devraient théoriquement repasser en procès : le parquet, après quatre ans et demi d'acharnement, a fait appel du rendu de la cours d'assise spéciale, chose jamais vue, et sur seulement une partie de l'affaire ce qui d'après la défense ne serait pas possible sur le plan juridique.

En juin s'ouvre la deuxième partie du procès, celle de Plévin.

En septembre 1999 à Plévin, huit tonnes de dynamite sont dérobées. Une partie ira au Pays Basque, l'autre restera en Bretagne et sera utilisée par l'ARB (Armée Révolutionnaire Bretonne). Deux jours après, les premières arrestations commencent. En Bretagne une quinzaine de personnes sont placées en garde à vue, sept sont mises en examen et cinq seront placées en détention ; elles seront relâchées au bout d'un mois, d'un an, d'un an et demi, de trois ans, et de quatre ans et demi. Pour le procès qui devrait durer trois semaines, dix militants bretons comparaitront. Il s'agit de Gérard Bernard, Christian Georgeault, Pascal Laizé, Stefan Philippe, Denz Riou, Arnaud Vannier. Ils seront jugés pour

« complicité de vol en bande organisée, recel d'explosifs provenant d'un vol aggravé ». Charlie Grall, Bertrand Grimaud, Richard Lefaucheu, Alain Solé comparaitront pour « relation avec une entreprise terroriste ». Hugues Richard quant à lui a déjà bénéficié d'un non-lieu.

Quant aux basques, plusieurs considérés comme complices sont passés en procès en mars 2004. Les cinq principaux accusés sont encore détenus dont quatre depuis cinq années.

L'État et sa justice continuent leur travail d'anéantissement des luttes indépendantistes, de par sa répression, et les coûts engendrés. En effet, les procès et les incarcérations coûtent une fortune, sans compter la mobilisation humaine que cela demande.

Nous ne nous laisseront pas affaiblir si facilement. La lutte pour le soutien des prisonniers politiques bretons continuera ainsi que celle pour notre indépendance.

Plus d'info : www.prizonidi.org Soutien financier : www.skoazell-vreizh.org

**KRISTIAN EN TOULL BEPRED,
SKRIVIT DEZHAN !**

Kristian GEORGEAULT

276024/B1/212

M.A.H.

42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14

La **CARB** organise un repas à la salle polyvalente de Gurunhel le vendredi 1er avril en prévision d'un car pour le procès de Plévin en juin prochain.

Apéro + potée 10€
Renseignement et réservations :
06 61 89 02 64 ou **02 96 43 53 12**

Vannes: la voiture du militant est rendue, mais dans un sale état

Le 21 octobre 2004, par un jugement devenu définitif, le Tribunal de Grande Instance français de Vannes condamnait Monsieur Herve Bossard pour la dégradation d'un château d'eau, que beaucoup estimaient au contraire embelli par la fresque, à la peine symbolique de 60 euros d'amende avec sursis et ordonnait la restitution de son automobile.

Monsieur Herve Bossard vient très récemment de récupérer son automobile. Il avait pris la précaution de se faire accompagner de plusieurs personnes pouvant lui servir de témoins si nécessaire. Cette précaution s'est révélée judicieuse : le véhicule n'était plus en état de démarrer, la batterie n'ayant pas été déposée, les pneus, laissés en place, n'étaient pas séparés du sol, etc. ; autant dire que le véhicule est donc dégradé...

Cette saisie décidée par un magistrat instructeur a duré plus d'un an ; il a fallu attendre plus de quatre mois après la décision définitive du tribunal pour que Monsieur Herve Bossard puisse récupérer son bien.

La Coordination Anti-Répressive de Bretagne apporte son soutien à Monsieur Herve Bossard et recherche les possibilités de recours, avec l'aide d'un avocat. Elle dispose aussi maintenant d'un sérieux argument supplémentaire dans le cadre de sa démarche de pétition au Parlement Européen afin de saisir sa Commission des Libertés des graves et répétées violations des libertés démocratiques à Vannes et dans sa région .

Coordination Anti-Répressive de Bretagne

L'Ekluse ne rit plus, l'Ekluserie n'est plus

Compte rendu du jeudi 24 février 2005

A 8h30 l'Ekluserie se réveille sous le bruit des bottes, les chiens de garde de la préfète sont venus en nombre. C'est le jour de leur victoire sur ce lieu et ils ont bien envie de la savourer!

Après l'évacuation des lieux, un rapide laps de temps est accordé aux occupants pour récupérer ce qu'ils peuvent emporter, puis rapidement ce sont les engins de démolition qui se mettent au travail. Deux heures après le début de l'expulsion, la maison s'écroule.

Un groupe de plus en plus important de personnes se rassemble devant l'Ekluserie et tente de bloquer la circulation de l'avenue du Sergent Maginot. Très vite les C.R.S. tentent de disperser violemment les fauteurs de troubles, la tension monte et plusieurs personnes se font embarquer.

Devant le rapport de force inégal la décision est prise de se retrouver place de la mairie pour une manifestation improvisée.

Une soixantaine de personnes sont présentes. Un groupe entre dans la mairie et occupe les balcons pendant quelque minutes. Un feu est allumé au milieu de la place pour tenter de se réchauffer et pour montrer notre présence car la neige continue à tomber.

L'après-midi se passe et c'est vers 19h que les C.R.S. reçoivent l'ordre d'évacuer la place et font appel aux pompiers pour éteindre le feu. Des affrontements ont lieu, une nouvelle personne est violemment interpellée. Encore une fois leur bêtise et leur violence reste leur réponse.

Ce n'est pas le froid qui nous fige, ce n'est pas la nostalgie qui nous étouffe... L'Ekluserie est une histoire et ce n'est pas la destruction de ces murs qui éteindront ce qu'ils disaient : nous ne voulons pas d'une ville blanche et propre, nous ne voulons pas de la spéculation immobilière, nous ne voulons pas des rapports de marchandes ni des cages à lapins ni des cocons fermés à clé, qui enferment chacun dans « ses » problèmes individuels... L'Ekluserie était un lieu de vie, de rencontre, de passage, d'activités qui contera longtemps ses historiettes - et bien au-delà des veillées au coin du feu...!!- parce qu'elle a nourri, de son désordre ambiant, ceux qui y sont passés, qui s'y sont arrêtés, qui y ont habité et parce qu'ils sont toujours affamés.

Par les chemins qu'on foule baguenaude la houle.

Des eklusierEs



Suite à l'expulsion du squat l'Ekluserie à Rennes et aux violences policières qui en ont résulté, la CBIL (Coordination pour une Bretagne Libre et Libertaire) se déclare solidaire des occupants. Nous dénonçons également la politique du logement de la ville de Rennes consistant en la destruction systématique des quartiers populaires et des lieux de vie alternatifs pour les remplacer par des parkings ou des logements à loyers prohibitifs.

Aux larmes citoyens



Jérôme Rivière asemble gant Jean-Pierre Raffarin

La bonne vieille droite rance et moisie a la peau dure. On ne compte plus les déclarations, les projets de loi nous promettant un retour aux “bonnes vieilles valeurs”, celles d’avant, celles d’une époque où les gamins étaient terrifiés à l’école transformée en caserne. Les bonnes vieilles valeurs : les coups de règles sur les doigts comme pédagogie, l’humiliation comme apprentissage de la vie... et surtout apprendre à obéir... car dans la vie il faut savoir obéir, car les maîtres ne manquent pas. La hiérarchie, l’obéissance aveugle, la soumission voila le programme de nos gouvernants. Et pour y arriver, on appelle en renfort des symboles d’une république que ces messieurs vont nous obliger à respecter... Déjà, l’article 15 bis de la loi nous oblige à respecter leur torchon tricolore sous peine d’amende. Voilà maintenant que le petit député populiste, Jérôme Rivière, pour qui “le plus beau moteur réside dans [sa] famille” (sic) a déposé dans le cadre du débat du projet de loi sur l’Avenir de l’école un amendement proposant de rendre obligatoire l’apprentissage de la Marseillaise. Et oui d’apprendre par coeur que “le sang impur abreuve nos sillons” va certainement aider à surmonter les “difficultés des jeunes enseignants, bridés par des utopies pédagogistes d’un autre temps”. Mais n’est-ce justement pas d’un autre temps dont Jérôme Rivière nous parle ? Un temps où les symboles républicains se devaient d’être idolâtrés telles d’intouchables reliques ? La république française n’est pas laïque, elle a juste oppéré un transfert. Au christ crucifié on nous oppose une Marianne, aux bannières, un tissu tricolore. La bible s’est transformée en code civil, et les 10 commandements en constitution, les cantiques en Marseillaise. On ne promet plus l’enfer aux nons croyants, mais la prison... La France est une église qui sent le renfermé. Mais ne croyant ni en dieu, ni en leur république, je ne m’agenouillerai donc ni devant la croix des uns, ni la Marianne des autres... et encore moins entonner leur hymne, sur lequel au passage je me permets de cracher...

Dindan Evèzh

Kavout a ra marteze da b/Paul Anselin maer Ploermel, n’eus ket a flied a-walc’h b’ar vro. Kinniget eo bet gantañ neuze spiañ muioc’h c’hoazh annezerien ar gumun en ur staliañ un 30 kamera bennak. Ploermel a vefe ken spontus hag ar Bronks neuze ? “Nous sommes pour la tolérance zero” a respont deomp Paolig. Restachou eus e vicher kozh marteze ? Ankouaet eo bet marteze gant ar paotr ne laboure ket ken gant an DGSE ? Hiraezh eus e labour spier ?

Souezhusaat tra !

D’ar goulenn “Faut-il encore être féministe aujourd’hui ?” e respont “ya” Bernadette Malgorn, prefedez ar vro. Met, bon, pa vez embannet ivez gant Roselyne Bachelot eo hi “anarchiste Chiraquienne”, eo ret degas da soñj d’an dud eo Jacques Chirac stourmer kentañ evit an ekologiezh, liested ar sevenadurioù, ‘vel ma stourm paotr an tu kleiz pellañ Leclerc evit ma c’hellfec’h prenañ muioc’h bepred gant nebeutoc’h a arc’hant atav... Na brav eo bevañ en ur vro rennet gant an tu kleiz !



Régularisation de tous les sans-papiers !

Rencontre avec le collectif rennais de soutien aux sans-papiers

Depuis quelques années et notamment en fin d'année dernière, le collectif de soutien aux sans-papiers de Rennes s'est fortement mobilisé pour défendre des demandeurs d'asile et mobiliser l'opinion publique autour de leurs cas respectifs.

La France ne peut pas nier les injustices qu'elle fait subir à ces personnes mais elle montre une réelle opacité autour des expulsions et des conditions de rétention. En même temps elle cultive une image de terre d'accueil, de liberté, d'égalité entre les citoyens. C'est pour cela que nous avons tenu à donner la parole à des membres du collectif rennais pour tenter de mieux comprendre la situation des sans-paps et la complexité juridique qui accompagne leurs demandes. Et voir comment le pays des droits de l'homme ferme toujours un peu plus ses frontières aux demandeurs d'asile politique ou aux laissés pour compte de l'économie capitaliste.

Rendez-vous est pris ce jeudi 3 mars dans un bar du centre de Rennes avec Aline et Elen. A voir le nombre de mobilisations qu'enregistre le collectif par semaine, c'est bien sympathique de leur part de m'accorder un peu de temps. Depuis 3



ans, le collectif sous sa forme actuelle est sur tous les fronts (logements, expulsions, aide juridique...) et on a pu voir qualifiée sa

manière d'agir d'« hyper activisme ». En effet il n'est pas rare de voir deux, trois voire quatre rendez-vous par semaine pour défendre telle ou telle personne. Un noyau dur de militants constitue la base du collectif, mais l'effectif est plutôt variable, en fonction de la situation des personnes et du contexte. L'engagement est individuel, on n'arrive pas au collectif mandaté par son organisation, et c'est peut-être sa force (réactivité immédiate) mais aussi sa faiblesse quand numériquement ça a du mal à suivre. Les décisions sont prises en Assemblée Générale tous les mardi soirs. Le collectif semble en tout cas fortement investi, mais il semble également que la Préfecture mette beaucoup de zèle dans les expulsions, ce qui pourrait expliquer la récurrence des problèmes et de la mobilisation qui y répond.

« Ces derniers 6 mois on a vu une augmentation des expulsions à Rennes » nous dit Elen « et donc on a eu beaucoup de mobilisations pour des cas précis. C'est vrai que le type d'action retenu est l'occupation et donc ça assure une certaine visibilité ». Il est clair que les actions directes, non-violentes, ont été multipliées. Les occupations de la mairie, de la Préfecture, de l'Inspection Académique remettent chaque instance décisionnelle face à ses responsabilités, dans un pays où on a tendance à se renvoyer la balle systématiquement. Les situations de détresse et d'incertitudes administratives n'attendent pourtant pas. Et ces actions donnent du résultat : « ça porte ses fruits mais il y a des actions complémentaires. Il faut des actions spontanées, mais seules elles n'auraient pas marché si à côté il n'y avait pas tous les réseaux qui s'étaient mobilisés, comme le MRAP par exemple » précise Aline. Elle cite le cas de Mme Bondo dont

l'expulsion ordonnée par la Préfette, avait été désavouée par le Conseil d'État, au vu de la situation mais aussi grâce à la pression. Il y a eu toute une mobilisation autour de son



Foto gant Anthony Ceccarelli

cas ; il faut dire que l'arrestation de cette femme et de son fils avait été médiatisée car la police n'avait pas hésité à entrer dans l'école pour interpellier le petit Randy !

Les sans-papiers peuvent faire appel au collectif de soutien directement car les récentes affaires ont permis de le faire connaître, ou alors par le biais de Délit de solidarité, autre collectif d'aide juridique, ou par le biais d'autres associations. Délit de solidarité, dont tous les membres font partie du collectif de soutien aux sans-pap^r, tient une permanence tous les lundi soirs ou les personnes viennent pour constituer des dossiers qui les aideront dans leurs démarches administratives. Quand il

Dans le genre de situations aberrantes, celle de Ferroudja Aït Aoudia : cette étudiante kabyle, de nationalité algérienne, s'est vue refuser un titre de séjour car la nature de ses études, la langue bretonne, n'était pas vue comme un motif sérieux et réel. Menacée d'expulsion depuis début février, un comité de soutien s'est constitué dans le Trégor (elle étudie à Guingamp). La préfecture s'est finalement ravisée quand elle s'est aperçue que son père et ses frères étaient français.

n'y a plus de solutions administratives, les gens peuvent se tourner vers le collectif qui enclenchera des actions. Et les chiffres ? Quand j'affirme qu'on a l'impression que toutes les semaines il y a un nouveau cas, « oui ef-



fectivement » me répond Elen, « mais le pire c'est qu'on est pas au courant de tous les nouveaux cas ». « On n'a pas de chiffres précis, on a juste une idée » ajoute Aline « mais par définition on ne peut pas recenser tous les cas de personnes sans-papiers ». Ce que l'on sait c'est que l'État se fixe des objectifs d'expulsions, 35 000 pour l'année 2004, et que certaines préfectures suivent particulièrement les consignes, comme en Ille et Vilaine. Ce qui pourrait expliquer la recrudescence des expulsions en fin d'année dans le but d'atteindre ces objectifs. Il y a des départements comme dans le Morbihan où il n'y a même plus de guichets « étrangers ». Pourtant les demandeurs d'asile ont des droits, mais ils ne sont pas toujours respectés.

Les demandeurs d'asile arrivent à Paris et font une demande auprès de l'OFPPA. A partir de là, ils ont des droits sur le territoire français jusqu'à l'obtention d'une réponse, un rejet dans 90% des cas. Ces personnes-là ont pendant le temps de leur demande le droit au logement. Ce droit n'a pas été respecté à Rennes l'année dernière, ce qui a emmené le collectif à se mobiliser. Cet hébergement est pris en charge par les CADA (Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile), comme le foyer Guy Houist à Rennes. Le problème est que ces centres ont des capacités d'accueil limitées. Beaucoup de déboutés du droit d'asile, qui sont expulsables, restent hébergés par ces foyers. Or l'AFTAM, centre qui conventionne les logements, intente un procès aux résidents du foyer qui sont déboutés car pour cet organisme, ils n'ont plus à y être et doivent être expulsés. Et les demandeurs d'asile en attente de réponse pourraient avoir de la place. En attendant le résultat du procès, l'État expulse, ce qui pourrait régler ce problème de logement...

Tous les sans-papiers ne sont pas des déboutés du droit d'asile. Certains n'ont pas eu leur carte de séjour renouvelée ou d'autres sont des étudiants à qui la Préfecture reproche d'avoir utilisé leurs études comme un prétexte, ou tout simplement parce qu'elle estime que le cursus n'est pas correct, comme pour cette étudiante en breton de nationalité algérienne à Guingamp (cf page 19).

La procédure d'expulsion veut que le pays d'origine donne un laissez-passer. Mais souvent, comme ces déboutés refusent de retourner dans leur pays, ces derniers ne les reconnaissent pas. Ces personnes se retrouvent dans un méli-mélo juridique où ils ne sont ni réguli-

sables, ni expulsables. Elles sont placées en rétention et peuvent être incarcérées. C'est le cas du couple Illinga-Botondo à qui la Préfecture intente un procès en correctionnelle pour séjour irrégulier et refus de fournir les documents nécessaires à la vérification de leur identité. Le procès aura lieu début avril. Ils risquent la prison et une reconduite à la frontière. C'est à ce genre de rendez-vous qu'il faudra répondre présent, ou aux AG du collectif.

**RENDEZ-VOUS A LA MIR (Maison Internationale de Rennes)
TOUS LES MARDIS SOIRS A 18H30, 7 QUAI CHATEAUBRIAND**

★ ★ ★

CONCERT ASSEMBLÉE

BAD MACHINE [Punk 'n' roll] Finlande



Gaeusse su l's yeux, païl su la goule, v'là ti pas pour la première fai' cez nous Bad Machine, tout dret venus d'Finlande ! Une musique pour nous déguerrouer l's oreinles et haousser les daïs comme un gavelot dans une botte de paille ! Ca va brindeler dans l'aire à batt' !

DRUG DEALERS [Punk HxC St Brieuc S Berrieu]



Y' a déjà hardi d'temps que les ouésiaux-là sont à sonner et chanter dans les assemblées d'cez nous. Si t'as déjà out les Mass Murderers, Melmor, Slumlords, Bacchus Temple Addicts ou Jo Schnider Sect, les gars-là sont vantiers ben de la cnaeu à taï. Les gars d'la chimpette ont un disque tout neu dans leur pochette et après s'êt pourmenés à drète et à gaouche, les v'là à Rennes !

SKLANKER [Ska St Brieuc / St Berrieu]



V'là les jjeunes de Saint-Berrieu qui vont v'ni skanker un l'fit pour not séréte ! Alors si tu veux avat des tchesses comme des poteaux d'chèrette, couette ben les solettes et viens danser do nous pour une sacrée pillerie d'place !

MAT DA LAO ! [Punk 'n' bass Rennes / Resnn]



Si tu n'sais pas tchi fère de ta séréte, ven don ouï les Mat Da Lao ! Bouète à Rythme, guitare, Chantous... On n'va pas s'ennier o ieux !

5€

**JEUDI 7 AVRIL
DU ME D'AVRI
19h00**

**Maison de Quartier de Villejean
RENNES RESNN**

Organisé par la C.B.I.L. - www.cbil.lautre.net

Crise de Sarkosité aigüe au Lycée Diwan

L'équipe pédagogique gère tous les problèmes éducatifs propres au fonctionnement de l'établissement dans son ensemble, en assure la cohérence. Le directeur de l'établissement met en application ces décisions ; il en informe les familles comme les structures de gestion de l'établissement, de manière suivie et circonstanciée.
(...)



Ces relations de respect mutuel concernent l'ensemble des usagers des établissements Diwan. Ainsi l'adulte considère les erreurs des élèves comme des expériences nécessaires, des passages obligés à une meilleure appréhension du monde environnant comme à une progression positive dans le domaine scolaire. Les élèves seront soutenus et aidés à fournir les efforts nécessaires à l'acquisition des données proprement scolaires comme à celle concernant le développement de leur personnalité sociale. L'élève n'est pas considéré comme un être passif : son développement se fait à partir de ce qu'il est, de ce qu'il vit, de ses motivations, de ses actes spontanés au travers de techniques pédagogiques actives qui le considèrent comme moteur de son propre enseignement.

Ces quelques phrases sont tirées du projet pédagogique de Diwan. Voilà pour la théorie.

Voici pour la pratique : Le lundi 28 février au matin,

suite à une demande express d'André Ropars, directeur du Lycée Diwan Carhaix des gendarmes, des douaniers et leur chiens ont fait une descente. D'abord dans l'un des cars scolaire qui menait les élèves à leur lycée puis dans les classes des premiers cours de la journée.

Dans le car, une lycéenne s'est faite sauter dessus par un chien ce qui eu pour effet une fouille immédiate par un gendarme - homme !

S'ensuivit, un passage méticuleux des gendarmes, des chiens et douaniers dans chaque classe.

Les flics ont emmené un mineur dans les toilettes du lycée pour lui faire retirer ses chaussures et fouiller son sac.

Résultats des courses : néant, juste des profs et des élèves terrorisés par ces pratiques qui rappellent des temps plutôt obscures.

Alors pourquoi tout ce remue ménage ?

Les élèves de Diwan cacheraient-ils des armes ? Des armes de destruction massives ? Ont-ils sacrifié des nouveaux nés dans un cimetière lors de rites satanistes ? Écoulent ils en douce une version écorchée de la marseillaise ?

Non, en fait cette jeunesse décadente fume des joints !

Le rôle d'une équipe pédagogique est-il de prévenir et d'informer les adolescent-e-s sur les conduites à risque (alcool, drogues douces et dures etc....) ou de mener une politique sarkosienne dans la répression la plus injuste et disproportionnée ?

Le directeur de Carhaix a choisi : la plupart des professeurs n'avaient même pas été informés de cette démarche et la moitié des surveillants non plus.

Le fait qu'un directeur ait besoin de renforts policiers pour gérer cette situation prouve sa profonde incompetence à régler un problème commun à tous les lycées. Sa place est-elle encore bien à la tête de cet établissement ?

Penn Du



Petra nevez ? Tchi qu'y'a d'neu ?

Cette chronique répertorie les faits, actions, mobilisations qui ont retenus notre attention ou notre soutien récemment ; elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, qu'on se le dise...

22/12 : Libération de Paskal Laizé, militant indépendantiste incarcéré à Paris.
Manif **anti Mac Do** à Muzillac.

30/12 : Condamnation d'une dizaine de personnes suite aux arrestations du jeudi soir à Rennes.

7/01 : Manifestation du collectif des sans-papiers aux vœux de la préfète à Rennes.

8/01 : Manifestation du collectif des sans-papiers aux vœux du maire à Rennes.

15/01 : Mobilisation contre la spéculation à Guingamp devant des agences immobilières, à l'initiative du collectif **A-stroll**.

28/01 : 1000 personnes manifestent contre l'arrivée d'un cargo transportant du **soja transgénique** à Lorient

5/02 : Une caravane contre la spéculation est organisée par **A-stroll** dans le Trégor.

19/02 : Manifestation d'une centaine de personnes contre la **spéculation immobilière à Bourbriac**.

22/02 : Expulsion et destruction de l'**Ekluserie** à Rennes. Une manif de soutien l'après-midi a été chargée par la police.

26/02 : Rassemblement de soutien aux **prisonnier-e-s d'Action Directe** à Rennes, à l'initiative de la CNT, devant la prison des femmes.

1/04 : Potée de soutien à Gurunuhel dont les fonds serviront à affréter un **car pour le procès de Plévin** en juin.

15/03 : premier des trois procès intentés contre **Gwénola Ricordeau**. Elle est notamment inculpée d'avoir « porté des allégations ou imputations de faits portant atteinte à l'honneur et à la considération de l'Administration pénitentiaire » et d'avoir « provoqué à la commission de dégradations volontaires dangereuses pour les personnes ».



7/04: Concert organisé par la C.B.I.L à Rennes, maison de quartier de Villejean, 19 h 00, 5 euros, avec : Bad Machine (rock'n'punk Finlande), Drug Dealers (punk hardcore Saint-Briec), Mat Da Lao (électro-punk Rennes), Sklanker (ska Saint-Briec).

9/04: L'association Kig hag Arz fête ses un an. Kig hag Arz est une **galerie associative autonome** de Guingamp qui a déjà présenté une petite dizaine d'expos. Actuellement une exposition sur le thème du foot est en place et la journée du 9 sera l'occasion d'échanger/ partager avec les participant-e-s et de faire la fête ! Galerie associative Kig hag arz, 7 rue Notre Dame, 22 200 Guingamp.

15/04 : Conférence d'Elliet Bess au sujet des prisonnier-e-s d'**Action Directe** à Guingamp, galerie Kig hag Arz (sous-réserves).

22/04 : Concert de soutien à l'imprimerie associative Lilloise, alternative et rebelle "**La Flibuste**" avec Cada-vera (Rap Lyonnais et enrage), Anormalius (Punk lillois et bitumé) et Sklanker (Ska briochin) à Pen Kalet, Ker Herried, Gurunuhel. Prix libre bien entendu.

28 et 29/05 : Les Devezhiou Breizh Dieub/ journées de la Bretagne libre seront organisées à Scaër avec débats, conférences et concert. Cette année la C.B.I.L prévoit des interventions de groupes internationaux (canariens, basques...) dans l'après-midi et un concert le soir à la MJC. Le programme plus détaillé sortira très prochainement, guettez l'info également !

Keleier ar yezhoù

Panorama linguistique

Anglais

La préfecture des Côtes d'Armor met en place un réseau de fonctionnaires anglophones afin de faciliter l'intégration des émigrés d'outre manche. Pareille politique pour les immigrés économiques venant du Maghreb en France depuis 30 ans n'a jamais été appliquée.

Afrique

La Fondation Africavenir a organisé un concours scolaire. Les élèves des trois collèges concurrents ont fait étalage de ce qu'ils savaient, chacun, dans sa langue maternelle en langues douala, bassa, bamileke, bamoun, ewondo ou mbo.

Arabe

Le chancelier allemand Gerhard Schroeder et le PDG de la chaîne d'information Deutsche Welle ont inauguré un nouveau service en langue arabe. La chaîne proposera chaque jour trois heures de programmes dans cette langue. Ce service est co-financé par le ministère allemand des affaires étrangères

Breton

La campagne Ya d'ar Brezhoneg a été officiellement lancée à Pontivy. Initiée par l'Office de la langue bretonne, la promotion du Breton se fait, après les associations et entreprises, au sein des communes.

Chinois

Selon une enquête, 86% des Chinois utilisent des dialectes locaux dans la vie quotidienne et 5% utilisent des langues des minorités ethniques. Cette enquête, qui a duré 5 ans, a été organisée par la Commission d'État pour la Langue et l'Écriture chinoises et le Ministère de l'Éducation

Créole

Un nouveau cours sur la littérature et la poésie créole des Caraïbes vient tout

juste de débiter à Goldsmith Collège de l'université Londres. C'est la première fois qu'un pareil enseignement est dispensé au Royaume-Uni. Cet enseignement s'intéresse à l'évolution de la langue créole dans les Caraïbes et à son impact sur les descendants des esclaves africains installés dans cette région

Français

Le 10 novembre dernier, le sénateur Philippe Marini (UMP) a proposé d'étendre l'usage du français à tous les messages informatiques. Le sénateur annonce dans l'article 6, que les associations de défense de la langue française pourront faire constater les infractions par des agents assermentés.

EBLUL-France, Comité Français du Bureau Européen des Langues Moins Répandues est intervenu à Genève au cours de la 66ème session du Comité pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD) de l'ONU, afin de montrer la discrimination à l'égard des locuteurs des langues de France.

Inuktitut

Découragés du manque de financement fédéral pour assurer les services dans la langue maternelle des habitants du territoire, le gouvernement du Nunavut a entrepris des négociations avec Ottawa pour faire reconnaître l'inuktitut comme langue officielle.

VGT

Une pétition regroupant 71.300 signatures a été remise mercredi au Parlement flamand en vue de la reconnaissance de la Vlaamse Gebarentaal (VGT), la langue flamande des signes. Il s'agit de la pétition la plus importante jamais reçue au Parlement flamand. La VGT est la langue maternelle, de quelques 6.000 Flamands.

Michif

Hedy Fry, députée de Vancouver Centre, a annoncé aujourd'hui, au nom de Liza Frulla, ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine, l'octroi de 45 250

dollars au Métis Provincial Council of British Columbia (MPCBC). Cet appui financier permettra à cet organisme de mettre en oeuvre l'Initiative des langues autochtones en Colombie-Britannique. Le michif est l'une des nombreuses langues autochtones, propres au Canada, qui sont menacées

Safi

Une quatorzième langue nationale vient d'être codifiée au Sénégal. Il s'agit de la langue «safi». Cette codification survient trois mois après celle des «Bidiks»

Taiwan

Les premiers manuels officiels destinés à l'enseignement des langues aborigènes de Taiwan seront bientôt distribués. « Toutes les langues aborigènes à Taiwan sont en voie de disparition », a-t-il rappelé lors d'une conférence de presse. Le programme, qui recouvre l'enseignement de 40 langues et dialectes aborigènes parlées par douze tribus, est publié avec la collaboration conjointe du ministère de l'Éducation et du ministère des Affaires aborigènes.

Vietnam

Parmi les 53 ethnies minoritaires du Vietnam, une trentaine possèdent leurs propres langues et écriture. le Vietnam est l'un des pays les plus multiethniques qui soit. En 1980, l'éducation nationale avait approuvé l'apprentissage de 7 d'entre elles : khmer, Mông, chinois, Jrai, Edé, bana et cham La télévision (VTV5) diffuse 11 langues huit heures par jour.

DEVEZHIOU BREIZH DIEUB 2005

JOURNÉES DE L'INDÉPENDANCE

PEUPLES EN LUTTE,
LUTTE DES PEUPLES

Débats
Concerts

Manifestation **SKAER 28-29 A VIZ MAE**

DEVEZHIOU BREIZH DIEUB 2005 (seconde édition)

Que ce soit par les « démocraties » occidentales (France, Espagne, États-unis)...ou d'ailleurs (Turquie, Algérie, Chine, Laos, Russie, Mexique...) les peuples opprimés d'Europe et d'ailleurs, Bretons, Basques, Kurdes, Amérindiens, Berbères, Corses, Sardes, Galiciens se voient refuser le droit de prendre en main leur avenir et parfois même se voient nier le droit à l'existence. Asservis politiquement, socialement par les États et économiquement par les vautours de l'économie de marché, c'est par les luttes et la solidarité que les peuples pourront s'émanciper de leurs oppresseurs :

Les luttes qui selon les contextes, l'histoire, les potentiels peuvent prendre toutes les formes de résistance.

La solidarité qui par le biais de l'internationalisme doit créer des liens et des actes de soutien entre les peuples en lutte.

Les Devezhiou Breizh Dieub, Journées de la Bretagne Libre, cette année sur le thème « luttes des peuples, peuples en lutte », s'inscrivent dans le soutien aux luttes d'émancipation des peuples colonisés et aux luttes sociales des peuples assujettis au capitalisme et veulent rassembler ceux et celles qui en Bretagne et ailleurs résistent, luttent, combattent et se révoltent contre leurs exploités .

Au travers de conférences, vidéo-projections, tables de presse, les Devezhiou Breizh Dieub se proposent aussi de faire découvrir les luttes sous un autre point de vue que celui des médias bien-pensants.

OÙ TROUVER LE HUCHOËR ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend

Sant Brieg / Saent Berioec :

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Maison de la Presse, place du Centre
- Galerie Kig hag Arz, 7 rue Notre Dame

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Kemper / Quimper :

- Librairie Ar Bed Keltiek

Lesneven :

- Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom », 18 stradaed Itron-Varia

Pempoull / Paimpol :

- Tavarn an tri martolod—Quai de Kernoa

Brest :

- Librairie Ar Bed Keltiek

An Naoned / Nantes :

- Infokiosk - B17 - 17, rue Bellamy 2eme cour à gauche

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :

- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes !

ABONNEMENT

6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)

Le Huchoër c/o CBIL

BP 70402

22200 Gwengamp cedex